DE PLUS EN PLUS DE CITOYENS SQUATTENT DES TERRAINS VACANTS

Un phénomène qui prend de l'ampleur à Oran

Profitant des tensions qui prévalent aux plans politique et social au niveau national et dans le monde arabe, des citoyens, de plus en plus nombreux, n'hésitent pas à squatter des assiettes de terrain, à travers la wilaya d'Oran, pour y construire des habitations.

Après le squat des logements achevés et inoccupés depuis des années, à l'exemple des 180 logements CNEP de Hassi Ameur, un projet livré au début des années 1990, ces dernières semaines, on assiste à un phénomène, qui, bien qu'il ait toujours existé avec les constructions illicites, semble prendre une ampleur des plus alarmantes. Il s'agit du squat des terrains vacants.

Des pères de famille et de jeunes célibataires commencent, d'abord, par délimiter les parcelles de terre avec de la chaux pour, ensuite, entamer des travaux de construction. Cela a été constaté à Coca, Sidi Ben Yebka, relevant de la daïra d'Arzew, Benfréha, Misserghine, Hassi Bounif, Bir El Djir, Sidi-Chahmi, El Kerma et, depuis ce samedi, à Gdyel. Les autorités interviennent de temps à autre pour déloger ces nouveaux squatteurs, mais cela ne semble pas dissuader d'autres à imiter leurs prédécesseurs, convaincus, qu'ailleurs, il n'y a pas eu de délogement, les autorités craignant, nous dit-on, des émeutes. C'est ainsi qu'à Gdyel, à l'instar des autres localités de la wilaya d'Oran, confortés par cette idée, des squatteurs ont commencé à délimiter des terrains pour la construction illicite d'une vingtaine de logements, en acheminant, de nuit, vers les lieux les matériaux de construction.

Interrogé, un homme, la trentaine, marié et père d'un enfant, nous dira : «Je fais partie de ces centaines de citoyens qui se rendent à la wilaya pour y déposer un dossier de demande de logement, seulement, je ne vois rien venir. C'est juste un leurre pour nous calmer, alors j'ai décidé d'agir comme bon nombre de citoyens sans logement, et quand j'ai entendu parler d'un nouveau traçage "citoyen" au niveau de Gdyel, je m'y suis rendu ce samedi. Et je n'étais pas le seul. Sur place, j'ai pu tracer ma parcelle, et je m'apprête à entamer la construction cette semaine.»

Un discours insensé mais tellement naturel chez ce citoyen qui dit agir en toute légalité. «Nous avons attendu des années sans accéder à un logement décent, entre temps, d'autres, bien plus aisés que nous, en ont obtenu en un très court laps de temps, alors au lieu de continuer à être spectateur, on se sert nous-mêmes. Ne dit-on pas qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même ?».

Une attitude qui semble se généraliser, le pire c'est que ces citoyens semblent convaincus que ceci est un droit et qu'ils n'enfreignent pas la loi, car, se justifient-ils, «nous sommes dans le besoin et notre situation n'a pas été prise en considération, alors nous nous servons, comme certains de nos gouvernants le font sans être pour autant inquiétés».

Il est vrai que la situation politique et les tensions sociales dans le pays et le reste du monde arabe semblent favoriser les dépassements. C'est le cas de ces centaines de citoyens qui n'en pouvant plus d'attendre un logement ou un relogement décident «de se servir» dans l'anarchie.

Une anarchie que l'Etat ne tolèrera pas longtemps, même au risque d'émeutes, et ces squatteurs finiront bien par revenir à la réalité amère d'une quête interminable d'un logement.

Une réalité concrète et incontournable dont il faudra tenir compte et qui les contraindra à se battre en recourant à des voies légales et pacifiques afin de mieux faire valoir leurs droits.

Amel B.

GARE ROUTIÈRE DE BOUIRA

Théâtre de tous les excès

Opérationnelle depuis plus de vingt ans, la gare routière de Bouira connait l'affluence quotidienne de milliers de voyageurs, travailleurs ou mêmes oisifs en mal d'activités.

Tout ce beau monde évolue dans l'exigüité surtout depuis la mise en place d'une double voie sensée fluidifier la circulation. En effet, depuis un certain moment, les passages menant vers la gare routière sont quasi impraticables, tant l'affluence est dense ; les bus nationaux et régionaux, les taxis et les particuliers se côtoient et se bousculent sur des voies exigües engendrant des bouchons à en perdre son calme.

La mauvaise circulation n'est pas le seul mal qui ronge cette gare, car ce lieu de transit est quotidiennement pris d'assaut par des groupes de jeunes mendiants, dont la place est plutôt à l'école et qui viennent dès les premières heures de la matinée interpeller de façon insistante les voyageurs les plus réticents et cela devant les regards complaisants des policiers. Ces enfants souvent utilisés par leurs parents ; des groupes de nomades installés depuis peu en périphérie de la ville, sont abandonnés par les autorités compétentes qui ne semblent pas voir d'urgence dans leur situation plus que précaire et dangereuse. De l'intérieur aussi le spectacle qu'offre la gare routière est des plus désolants. L'insalubrité qui y règne en maitre absolu contraste dangereusement avec les sept gargotes et restaurants qui se côtoient dans une saleté intenable devant l'absence totale des services d'hygiène. Au premier étage, c'est également la désolation et cela, malgré l'existence de plusieurs locaux fermés et qui n'ont jamais été utilisés. D'après le P/APC que nous avons sollicité pour leur location, ceux-ci seraient la propriété de différentes associations. Or, en dehors d'une association à caractère sociale qui exerce au rez-de-chaussée, et une autre située au premier qui n'ouvre ses portes que pendant les campagnes électorales présidentielles en devenant pour l'occasion un bureau de soutien caractérisé pour le candidat du système, tous les autres locaux sont fermés et deviennent à la longue, surtout ceux qui se trouvent à l'ombre des regards indiscrets, des lieux où se retrouvent les délinquants de tous genres. Cela a été dénoncé à maintes reprises et des solutions ont été émises pour que les lieux restent toujours animés avec, par exemple, l'implantation de bureaux de presse dans ces locaux mais cette alternative n'a jamais été prise en compte par les responsables. Par ailleurs, une nouvelle gare routière de Bouira devait remplacer celle déjà existante, mais malgré l'achèvement des travaux elle ne semble pas prête à accueillir les voyageurs pourtant impatients de la connaitre. Située à la sortie Ouest de la ville près de l'autoroute Est- Ouest et de l'échangeur Ouest, elle a subjugué le ministre des transports, venu en décembre pour son inauguration, qui n'a cependant pas fixé de date pour son lancement réel. Alors, en attendant la réception de la nouvelle venue, les gens continueront à supporter l'anarchie des véhicules et les allées boueuses ou poussiéreuses et les trottoirs jonchés d'immondices de leur vieille gare routière.

Katya Kaci

FORMATION PROFESSIONNELLE À TIPASA

Des parents de postulants rejettent l'équivalence des niveaux scolaires

Les dix-huit centres de formation professionnelle de la wilaya de Tipasa, dont un institut spécialisé, offrent plus de 10 000 places pédagogique pour l'année 2011/2012, dont 5 750 lors de la rentrée du 27 février 2011 (y compris les formations résidentielles, apprentissage, cours du soir, femmes au foyer, alphabétisation et formation en milieu carcéral).

Ce volume de places pédagogiques offert cette année est plus important que lors des années précédentes, à l'instar de l'année 2010 qui a vu 9 666 places offertes dont 4 599 nouvelles.Mais face à cet important investissement des pouvoirs publics, dédié à la formation professionnelle, des parents sont indécis à inscrire leurs enfants à cause de «l'assimilation et de l'équivalence du cycle élémentaire et primaire avec le cycle moyen». En effet, certains nous ont fait part de leur dépit «face à l'absence de validation de paliers intermédiaires de recrutement à l'instar des 1re, 2e et 3e années moyennes». Ils déclarent être «désagréablement surpris lorsqu'on voit une assimilation des formations destinées au niveau élémentaire et primaire avec le niveau moyen de nos enfants. On leur offre les mêmes formations qu'à ceux du primaire ; c'est inconcevable, injuste et inacceptable. Nos enfants sont pénalisés de ne pouvoir suivre les mêmes formations que ceux de la 4e année moyenne, que ce soit en formation résidentielle ou pour l'apprentissage». Ils persistent et signent, et comptent attirer l'attention du ministre sur cette inégalité, car ils estiment que cette option défavorise leurs enfants et les décourage. «Nos enfants qui ont fait le cycle moyen refusent de se voir assimilés à des élèves de 1re ou 2e année primaire», clament ces derniers.Rappelons que pour cette rentrée 2011, 1 700 élèves sont inscrits sur les 2010 places prévues en formation résidentielle, soit 85% de nouveaux stagiaires. En formation par apprentissage il est enregistré 1 254 inscrits sur 1 400 places prévues. En cours du soir, il est enregistré un taux record d'inscrits (180%) pour 610 postes prévus. Le même chiffre est enregistré pour la femme au foyer (126%) pour 1000 postes prévus (cuisine et pâtisserie essentiellement). Quant aux autres types de formation, les effectifs prévus ont été largement atteints, notamment 60 places consacrés à l'alphabétisation et 100 places destinées au milieu carcéral. Le CFPA de Sidi Ghilès dispose quant à lui du plus grand nombre d'inscrits de détenus (60 personnes inscrites en informatique, peinture et jardinage), dépassant ses objectifs en formation résidentielle et en apprentissage (plus de 130%). Au niveau wilaya, le taux global d'inscription est supérieur à la norme (105%). Les responsables nous informent par ailleurs que les structures de la formation professionnelle offrent 1 800 repas/jour et plus de 700 lits répartis en 10 internats. Ils nous précisent que le secteur de la formation professionnelle de Tipasa offre 38 spécialités diplômantes réparties en 68 sections pédagogiques, concernant 12 branches d'activité. Au sein de ces sections pédagogiques, 37 sont dédiées au niveau élémentaire du savoir, tandis que 22 sections concernent le niveau de 4e année moyenne. Il convient de préciser en outre que le volume de places pédagogiques prévisionnel pour 2011 englobe tous les types de formation avec 5 750 nouveaux inscrits et 4 913 reconduits dans les formations résidentielles, les formations par apprentissage en cours du soir et celles en milieu carcéral.

Larbi Houari

TLEMCEN

Les postières grelottent

Au centre des chèques postaux, les préposées au guichet travaillent dans des conditions pénibles.

Non seulement elles doivent faire face à un flux quotidien de personnes, notamment en fin de mois, à savoir les fonctionnaires et les retraités de la Fonction publique, mais aussi supporter les affres du froid, les lieux n'étant pas chauffés en hiver. En été, c'est un autre calvaire : la canicule. Ce n'est certainement pas l'acquisition de chauffages ou de climatiseurs qui va ruiner l'administration des P et T.

A signaler aussi les fréquentes pannes des ordinateurs qui ne facilitent pas la tâche des employés, qui parfois font l'objet de la pression du public. Dernièrement, un employé de ce centre nous a déclaré : «Nous travaillons avec la peur au ventre, car un chèque scanné qui passe à notre insu peut nous conduire en prison.»

Train Maghnia-Oran, ligne des trabendistes

Par la force des choses, le train est devenu le moyen de transport le plus sûr pour les voyageurs, les routes faisant peur. Les usagers de l'autorail sont de plus en plus nombreux mais commencent à exprimer quelques inquiétudes notamment sur la ligne Maghnia-Tlemcen. En provenance de la ville frontalière, l'autorail est le moyen le plus sûr pour les contrebandiers, lesquels sont de fidèles abonnés des chemins de fer.

Cette situation inquiète les autres usagers qui craignent de mauvaises surprises en cas de contrôle. Les bagages contenant des produits prohibés sont abandonnés parfois sous le siège d'un paisible voyageur.

On ne signale pas d'agressions sur cette ligne, mais elle doit faire l'objet de plus de contrôle, et ce, pour éviter de mauvaises surprises aux voyageurs.

M. Zenasni

SÉTIF

Où sont passés les bijoux de la petite Dous Douâ ?

La famille de la petite Dous Douâ, âgée de six ans, décédée dans la soirée du 1er février dernier à l'hôpital mère et enfant d'El-Eulma, a décidé de porter plainte pour vol et recel contre de la direction de l'hôpital après la disparition des bijoux que portait la petite fille lors de son admission.

En effet, le lendemain du décès de Douâ, son oncle se présente à l'hôpital afin de récupérer les bijoux (2 bagues en or, 2 bagues en argent et une gourmette avec motifs) de sa défunte nièce. «Le surveillant médical m'avait affirmé que les bijoux ont été récupérés sur le cadavre de la petite fille et qu'ils sont actuellement entre les mains du directeur de l'hôpital. Mais ce dernier étant absent, le surveillant médical me demande de passer dans deux jours afin de me les restituer. Deux jours après, je me présente chez le directeur de l'hôpital, et là stupéfaction, les bijoux, qui, selon lui, étaient entreposés dans un des tiroirs de son bureau, ont tout simplement disparu. C'est une aberration qui dénote de l'irresponsabilité et du laisser-aller qui règne dans cet hôpital», déclare M. Malek Chafik, l'oncle de la petite Douâ. A cet effet, la famille de la petite fille a décidé de porter l'affaire devant la justice qui est seule habilitée à faire la lumière sur cette disparition énigmatique de ces bijoux.

Imed Sellami